

Le 23 mars, en force !



Le gouvernement a finalement décidé de passer sa réforme des retraites en force en utilisant l'article 49-3, parce qu'il n'était pas en mesure d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale. Ce geste est une provocation faite aux salarié·es qui sont en grève depuis le mois de janvier, y compris de façon reconductible.

Aveu de faiblesse ou volonté de passer en force ? Le gouvernement Macron use et abuse du 49.3, il finit décrédibilisé.

La colère sociale monte face à ce gouvernement antisocial en pleine dérive autoritaire, qui additionne à la violence sociale de sa réforme des retraites, la répression policière vis-à-vis des manifestant·es qui se sont rassemblé·es partout sur le territoire jeudi 16 mars dans l'après-midi et la soirée.



Les travailleur·euses et les agent·es publics qui sont en lutte exigent le retrait de cette réforme des retraites qui aggrave les inégalités Femmes /Hommes, qui contraindra les agent·es publics à travailler plus longtemps pour de plus petites retraites. Et le gouvernement refuse de reconnaître de façon pleine et entière la pénibilité des métiers de la fonction publique (aides -soignantes et infirmières notamment).

Ensemble, exigeons la retraite à 60 ans, avec départ anticipé de 5 ans sur cet âge légal pour la catégorie active de la fonction publique, pas de retraite en dessous du SMIC, porté à 1700 euros net.



Partout dans les assemblées générales, débattons de la mobilisation sous toutes ses formes, grèves, actions reconductibles, rassemblements, manifestations, actions de blocage... La bataille n'est pas terminée, notre mobilisation la plus large possible, nous permettra de faire reculer ce gouvernement qui préfère faire des économies sur ceux qui s'usent au travail plutôt que de prendre l'argent dans les poches des capitalistes qui dopent leurs profits grâce aux cadeaux fiscaux et autres exemptions sociales.

**Avec l'intersyndicale, Solidaires
Fonction publique appelle les
agent-es publics :**

- à participer à toutes les mobilisations qui auront lieu ce week-end partout dans les territoires,
- à faire grève et à manifester jeudi 23 mars.
- à poursuivre et à étendre le mouvement d'ici là, notamment par la grève.